https://www.elcorreo.eu.org/Politique-de-la-crise-financiere-1UNE-FENETRE-HISTORIQUE

Politique de la crise financière – 1UNE FENETRE HISTORIQUE

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mardi 23 juin 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ce texte est le premier d'une série de trois (ou plus...). Pour parler d'une chose simple dans son principe, moins dans son exécution. La survenue d'une crise financière du format de celle qui s'annonce n'appelle pas des actes de gestion mais de faire de la politique.

La finance néolibérale est une structure tellement puissante, tellement asservissante que lorsqu'elle nous fait la grâce de s'abattre toute seule, on ne la loupe pas. On fait de la politique – transformatrice. Cette crise, dont tous les éléments sont en place, n'est pas encore ouverte. Ça viendra. Vraisemblablement pour le dernier trimestre. Ce qui laisse encore un peu de temps pour se préparer. Car il faudra être prêt. Ce triptyque est destiné à y contribuer.

Qu'est-ce qu'être de gauche ? C'est faire reculer l'*emprise* du capital aussi loin que possible, c'est-à-dire à terme *jusqu'au bout*. Le bout : sortir du capitalisme.

Mais le terme est loin et *ses conditions politiques sont exigeantes* :

1. avoir une représentation minimalement élaborée de ce qu'on fait « après »,

2. gagner une part suffisante de la population pour lui en faire voir les nécessités, les bénéfices, mais aussi pour la préparer à en accepter les conséquences.

Donc : le terme est loin. On y verra à la fois un devoir impérieux de cheminer pour le rejoindre *et* une nécessité de mesurer les possibilités du moment sans trop se raconter de salades.

En attendant : la forme contemporaine du capitalisme est celle qui a historiquement maximisé l'emprise. Sur l'économie bien sûr – en fait sur la société en son entier. Par où cette emprise passe-t-elle ? Par la déréglementation de tous les marchés :

- le marché des biens-capitaux pour favoriser les investissements directs à l'étranger, c'est-à-dire les délocalisations, et mettre en concurrence les territoires ;
- les marchés de biens et services pour intensifier la productivité et discipliner le coût salarial ;
- le marché du travail enfin pour y maximiser l'effet des autres déréglementations.

Mais toutes ces déréglementations sont chapeautées par une déréglementation de rang supérieur, qui se les subordonne toutes, et qui les intensifie toutes : **la déréglementation des marchés de capitaux.**

Toutes ces déréglementations ne sont en quelque sorte que des instruments pour les objectifs finaux posés dans la sphère des marchés de capitaux, et par la déréglementation des marchés de capitaux : **la maximisation du rendement du capital sous sa forme de capital financier.**

C'est cet agencement hiérarchique des déréglementations qui conduit à renommer plus précisément le « néolibéralisme » comme *capitalisme de déréglementation à dominante financière*. La finance, dans sa forme des marchés de capitaux déréglementés, en est donc *la tête*, le centre névralgique. D'où il résulte qu'à défaut des conditions propices à une sortie du capitalisme, et sans préjudice du travail politique pour les faire advenir, l'entreprise *de gauche* de sortir de *ce* capitalisme, entreprise qui est comme une sorte de minimum syndical d'une politique de gauche, laissant à toutes les droites la gestion de l'état des choses et des choses en l'état, cette

Copyright © El Correo

entreprise doit *viser la tête* : la finance. Il n'y aura pas de politique de gauche qui n'aura visé la tête. Si « politique de gauche » a pour sens de faire reculer l'emprise du capital, donc de modifier les conditions structurelles de cette emprise, alors elle doit s'en prendre à la finance néolibérale. Violemment.

5 raisons (d'en finir avec la finance déréglementée)

Tout y conduit. Les deux voies de la finance néolibérale sont aussi nuisibles l'une que l'autre. La voie actionnariale, par où s'exprime sous sa forme pure le primat structural de la rentabilité du capital financier, est le bras armé de la mise au pas du travail. La voie de la dette est celle de la disciplinarisation des États, d'après les intérêts du capital détenteur de titres obligataires, et du démantèlement des fonctions collectives socialisées en vue de leur remise au capital privé, c'est-à-dire à la marchandisation générale. Dirait-on cela seulement, nous disposerions déjà d'une 1re et d'une 2e raison catégoriques d'en finir avec la finance néolibérale.

Il se trouve par ailleurs qu'en plus de maltraiter toute la population qui n'a pas partie liée au capital, la finance, les gens de la finance, tirent de fabuleux enrichissements de cette maltraitance – 3e raison.

Il se trouve également que la finance déréglementée est au principe de crises récurrentes, violentes, parfois cataclysmiques : dans leurs retombées sur l'économie réelle. Qui, pour être parfaitement étrangère aux frénésies de la bulle, plus encore à ses obscènes profits, n'en souffrira pas moins le contrecoup des violentes réactions du système bancaire au moment où il restreint le crédit avec autant de brutalité pour les agents de la production qu'il en a accordé avec laxisme aux agents de la finance. D'où résulteront récession et chômage. Ceci est parfaitement intolérable – 4e raison.

Il se trouve enfin que lorsque leurs propres excès les ont portées au bord de la ruine, les grandes institutions financières, les banques au premier chef mais également les compagnies d'assurance et tous les grands gestionnaires de l'épargne collective, demandent à être sauvées de la faillite complète. Et l'obtiennent. Pas seulement par un effet de collusion d'élites bourgeoises qui circulent entre État et capital. Mais pour les raisons impérieuses du risque systémique. Ce sont des raisons impossibles à avaler. Et pourtant il faut s'y rendre. Car la joie mauvaise de voir les banques enfin à terre ne durerait qu'une fraction de seconde : avant que nous ne soyons précipités dans le même abîme à leur suite. Il faut se représenter le chaos sur quoi débouche un risque systémique qu'on aurait laissé faire jusque dans ses dernières conséquences : la *totalité* du secteur bancaire à terre, plus une coupure au distributeur de billets, pas un chèque susceptible d'être traité, les virements évidemment impossibles.

En plus de conserver les avoirs du public, les banques *constituent* l'infrastructure des paiements. Ce qui signifie que, si plus de banques, alors *plus aucun moyen* de transacter. Toute production, tout commerce arrêtés dans l'instant.

Restent : le peu de liquide que les agents ont dans la poche à ce moment-là, le contenu du frigo et des placards pour manger, en gros quelques jours devant soi. Et après, l'aventure… Il est impensable de laisser les banques à la ruine, il faut sauver les banques. En dépit de tout. Après les quatre précédentes : 5e raison – de ne plus tolérer ça. Remettre les banques debout pour les laisser repartir à l'identique, sans qu'à aucun moment elles ne payent le prix, non pas seulement le prix monétaire mais le prix de l'arraisonnement structurel, c'est ce qu'une politique de gauche ne peut pas tolérer.

Un système auto-verrouillé

Copyright © El Correo

Le problème est que le système de la finance néolibérale force à tolérer l'intolérable. Les structures de la finance déréglementée n'occupent pas seulement la position hiérarchiquement supérieure dans la configuration institutionnelle d'ensemble du capitalisme contemporain (son « mode de régulation »), elle disposent d'une étonnante propriété d'auto-verrouillage. C'est-à-dire des moyens de mettre en échec tout gouvernement qui entreprendrait de les transformer dans un sens non conforme à leurs intérêts.

Il n'est besoin d'aucune hypothèse de coordination cachée pour s'en faire une idée : tous les agents de la finance déréglementée sont d'emblée accordés quant à leurs visions du monde financier, quant à ce que *doivent être* ses structures, et tous disposent du même instrument pour répondre à toute politique économique qui s'en prendrait à elles (comme, plus généralement, à toute politique économique qui leur disconvient) : la vente, le cas échéant massive, des titres de la dette publique. Il s'ensuit une hausse des taux d'intérêt, dont nul ne sait *a priori* jusqu'où elle peut aller, possiblement très haut si, donc, « les marchés », c'est-à-dire en fait la collectivité des opérateurs de la finance, considèrent qu'ils ont affaire à une entreprise de démolition de leur monde.

Porter les taux d'intérêt à ces niveaux est davantage qu'une réaction de « désapprobation » : c'est une entreprise symétrique de contre-destruction. « Nous détruirons le gouvernement qui veut nous détruire – et nous en avons les moyens ». En effet : ils en ont les moyens. Des taux d'intérêt en fusée disloquent littéralement l'économie : l'économie des finances publiques, par explosion de la charge de la dette et éviction de toutes les autres dépenses publiques, ou bien creusement abyssal du déficit et nouveau tour de hausse de taux ; l'économie privée où tout endettement devient d'un coût prohibitif, en fait impossible, et ce n'est même pas que la croissance en est atteinte, c'est que la récession va être meurtrière.

La finance s'est rendue intouchable, par l'effet de déréglementations qui ont sanctuarisé son domaine – ce dont, en France, elle doit la grâce au Parti socialiste. Qui n'a pas seulement collaboré, c'est bien le cas de le dire, à son installation mais à son maintien également, alors que ses effets étaient de plus en plus spectaculairement évidents, jusque dans les crises de très grande ampleur, comme celle de 2008, où s'ouvrit pourtant une fenêtre inédite pour fermer le barnum – on fit à peine semblant de l'emprunter.

Le socialisme de gouvernement se présentant à peu près identiquement sous toutes les latitudes, il y eut d'abord Obama, élu en novembre 2008, c'est-à-dire au plus fort de la déconfiture, Obama qui, dit-on, réunit les patrons des 6 ou 7 grandes de Wall Street pour leur tenir ce discours : entre les fourches et vous, il n'y a que moi – **textuel**. On aurait pu y voir une fixation assez explicite du rapport de force réel et l'annonce de ce que cette fois le manège allait être fermé. En lieu de quoi, il y eut le **Dodd-Frank Act**, loi de re-régulation aussi épaisse qu'inoffensive.

On se souvient aussi de François Hollande, quoique arrivé un peu plus tard â€" alors que le **scandale des *subprimes*** avait eu le temps de prendre toute son ampleur et de déborder en Europe. On se souvient de la finance d'abord son ennemie, très vite son amie, et de **la loi dite Moscovici**, supposée séparer banques d'investissement et banques commerciales, misérable en intention dès le départ, puis littéralement éviscérée par l'axe Bercy-lobby bancaire parfaitement complice, en parfaite conformité de toute façon avec les orientations du socialisme de gouvernement.

Enfin, dans un autre genre, mais peut-être le plus accablant, il y eut les directions syndicales françaises, qui percevant à moitié la fureur de l'opinion publique, décidèrent certes d'une manifestation nationale en janvier 2009 – la participation fut énorme. Mais sous les indigents mots d'ordre « d'augmentation des salaires » ou de « partage des richesses et du temps de travail », pauvres syntagmes édentés, concassés depuis des lustres, alors qu'une occasion inédite s'ouvrait, la première après trois décennies de mondialisation néolibérale, de tenir un propos *politique* et de mettre enfin en cause *le capitalisme financiarisé*. La fenêtre était grande ouverte, la colère populaire à son comble, l'arrogance du camp d'en face en miettes – une invitation au réarmement idéologique et à tout bousculer : et l'on « revendiqua » un « meilleur partage des richesses ». C'était à pleurer de bêtise et de nullité.

Copyright © El Correo

Fenêtres et vérandas

Or voilà que l'histoire, qui n'est pas exactement connue pour ce genre de faveur, semble repasser les plats. Et non seulement les repasser mais dans un format pantagruélique. La crise qui s'annonce est de proportions hors du commun, **multi-crise financière** d'un côté, choc massif de matières premières de l'autre, l'ensemble coiffé par le système explosif de leurs potentialisations mutuelles, **crise totale** dont on cherche en vain un précédent dans l'histoire du capitalisme, par là vouée à créer une situation politique inédite. Car se trouve recréée l'unique circonstance dans laquelle ce qui est ordinairement impossible devient possible : arraisonner la finance parce que l'auto-verrouillage a sauté. Il a sauté parce que le capitalisme financiarisé s'est vautré tout seul comme un grand, qu'il doit être relevé, qu'il est dans la plus extrême dépendance à qui viendra le relever, et que celui qui le relèvera a la possibilité de le faire *à ses conditions* – pourvu qu'il le veuille, et qu'il ait l'idée de quelques-unes.

Il n'y a pas 36 « *qui* », il n'y en qu'un : la puissance publique. Que la puissance publique vienne à s'abstenir et la ruine serait totale, absolue, définitive, par l'effet du risque systémique abattant les unes après les autres toutes les institutions financières dans une propagation fulgurante de la crise de liquidité – ramenant par conséquent l'économie au troc et à la cueillette. C'était la 5e raison. Mais c'est surtout, cette fois, la 1re occasion : l'occasion de tout reprendre en main, c'est-à-dire de faire tout ce que le socialisme de gouvernement corrompu a toujours refusé de faire : **mater la finance.**

Tout est à terre signifie que la catastrophe est visible de tous – elle est planétaire. Que le sauvetage des irresponsables nous est extorqué. Que les effets macroéconomiques et sociaux vont être dévastateurs. Par conséquent que le scandale est énorme. La légitimité de la finance déréglementée, soustraite à toute question ou bien protégée par le baratin économiste orthodoxe, ses arguments sur « l'efficience des marchés », ridiculisés à chaque crise, reconduits après chaque crise, la légitimité de la finance déréglementée est anéantie au moment où elle s'effondre – temporairement. C'est un moment politique qu'il est vital de saisir.

Pour poser ce qui ne peut jamais l'être autrement : le règne de la déréglementation doit être refermé, nous allons y mettre un terme. C'est le seul moment où on le peut puisque les opérateurs qui seraient normalement en position de représailles sont bien trop occupés à leur survie. Et que la population, ordinairement à mille lieux des choses incompréhensibles de la finance, en perçoit d'un coup tous les enjeux fondamentaux avec la plus grande acuité. Par conséquent apportera son plein soutien à tout gouvernement qui lui offrira de se passer les nerfs par procuration sur la finance. On appelle ça une fenêtre historique. À ce stade d'ailleurs, ça n'est plus une fenêtre : c'est une véranda.

Et voilà, pour parachever le tableau, que s'annonce une élection prochaine où figure en assez bonne place une formation politique qui pourrait être tentée de s'y engouffrer – qui en aura en tout cas la possibilité. Une formation de gauche pour une fois. Sans doute pas au sens du « terme », du « jusqu'au bout » (faire reculer l'emprise du capital *jusqu'au bout*), mais suffisamment peut-être pour au moins s'en prendre à la forme financiarisée-déréglementée du capitalisme, en changer par conséquent la physionomie, très profondément même, en réalité faire advenir *par-là* un nouveau régime d'accumulation, une nouvelle séquence historique, un nouveau rapport de force du capital et du travail, drastiquement rebasculé en faveur du travail, entreprise transformatrice normalement partie intégrante – normalement partie minimale – de toute perspective de gauche. Rendue impossible pendant quatre décennies. Enfin à portée.

Voyons comment... (à suivre)

Frédéric Lordon* pour son blog **La pompe à phynance** dans **Les blogs du « Diplo »**

La pompe à phynance. Paris, le 20 mai 2026

* **Frédéric Lordon** est un économiste qui travaille avec la philosophie, selon sa propre définition, directeur de recherche au CNRS. Il est notamment l'auteur de « ***Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*** », Raisons d'agir, octobre 2008 ; « *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme* », Presses de Sciences Po, 2008 ; « *Et la vertu sauvera le monde* », Raisons d'agir, 2003 ; « ***La politique du capital*** », Odile Jacob, 2002. **« Imperium » Structures et affects des corps politiques**. La Fabrique, septembre 2015.
LIRE LA SUITE : Politique de la crise financière, 2 DEFONCER LA FINANCE NEOLIBERALE : PRINCIPES ET METHODES

El Correo de la Diaspora. Paris, le 24 mai 2026.

Copyright © El Correo